

NUCLÉAIRE. « Des investissements majeurs » ont été annoncés à l'issue du conseil de politique nucléaire présidé par Emmanuel Macron

L'avenir de l'usine Orano La Hague assuré jusqu'en 2100 ?

AU DÉTOUR d'une phrase, la dernière de son discours de vœux, fin janvier, Stéphanie Gaiffe, directrice de l'établissement Orano La Hague, n'avait pas manqué de « teaser » ces futures annonces. Devant le parterre d'invités, elle avait, en effet, insisté sur l'importance des décisions qui allaient être prises lors du conseil de politique nucléaire, programmé lundi dernier.

Alors qu'il avait répété son attachement au nucléaire dans le discours de Belfort en 2022, en annonçant le lancement d'un nouveau programme de construction de six réacteurs EPR 2 en France (puis huit), le président Emmanuel Macron n'avait toujours pas évoqué l'avenir de la filière du recyclage des combustibles, et en particulier du site haguais dont l'avenir s'inscrivait jusque-là en pointillé après 2040.

Des milliards d'euros d'investissements

À la pointe du Cotentin, on attendait, donc, qu'une fumée blanche sorte de la cheminée de l'Élysée où se tenait ce conseil de politique nucléaire présidé par le chef de l'État. C'est chose faite ! Selon l'AFP, le site haguais fera, en effet, l'objet « d'investissements importants », a annoncé, hier, la présidence.

Ce conseil, le troisième du genre après ceux de janvier et juillet 2023, a ainsi confirmé « les grandes orientations de la

politique française sur l'aval du cycle (du combustible nucléaire) combinant le retraitement, la réutilisation des combustibles usagés et la fermeture du cycle », a indiqué l'Élysée. « Dans cette perspective, le site de La Hague fera l'objet d'investissements importants », a-t-il été ajouté sans fournir de calendrier ni de montants. Néanmoins, on peut imaginer qu'avec une mise en service à partir de 2035 des prochains EPR 2, dont la durée de vie est programmée pour 60 ans, la filière du retraitement du combustible peut désormais se projeter jusqu'en... 2100.

De même, concernant les montants investis, cette « rallonge » accordée par l'État devrait se chiffrer en dizaines de milliards d'euros. En 2023, l'usine haguaise a d'ailleurs annoncé avoir investi pas moins de 950 millions d'euros. La somme annuelle de 2 milliards est même envisagée à l'horizon de la décennie 2030.

Voici, en tout cas, une bonne nouvelle pour les employés du secteur du nucléaire qui sont actuellement 5 000 sur la Hague : 4 000 collaborateurs Orano et 1 000 sous-traitants. Elle est, en revanche, moins bonne pour les militants anti-nucléaires, mais aussi les opposants à la piscine d'entreposage de combustibles nucléaires usés d'EDF, qui voient leur combat se « compliquer » avec ces annonces.

Chrismaël MARCHAND



→ D'importants investissements ont été annoncés pour l'usine Orano La Hague à l'issue du conseil de politique nucléaire qui s'est tenu lundi en présence du président de la République, Emmanuel Macron.

Au-delà des investissements, un scénario à écrire

C'EST AVEC satisfaction que les représentants syndicaux du personnel d'Orano Recyclage sur le site de La Hague ont eux aussi accueilli l'annonce de l'Élysée. Cette promesse d'« investissements importants » était très attendue, déjà abordée avec le gouvernement (ministères et conseiller à l'énergie de la présidence de la République).

Une nouvelle usine espérée

« Plusieurs investissements sont à faire à moyen terme, d'ici 2040-2050, il est question de plusieurs dizaines de milliards d'euros », confirme aussi bien Arnaud Lemaître, secrétaire de Sud Orano Recyclage La Hague, premier syndicat de l'usine, qu'Arnaud Baudry, délégué syndical central CFDT.

Préciser les montants comme le calendrier dépendra du scénario déployé. Celui espéré par les représentants du personnel compte une nouvelle usine UP4, « avec une grosse capacité de retraitement », tout en prolongeant la durée de vie des unités actuelles. De sorte à « augmenter nos capacités de traite-

ment ».

« Pour l'instant, illustre Arnaud Lemaître, une ampoule sur dix est allumée grâce à Orano La Hague et Melox. On peut passer à une sur deux avec le combustible que l'on peut fournir en circuit fermé. »

Les syndicats appellent de leurs vœux la construction de grandes orientations « sur l'aval du cycle [...] combinant le retraitement, la réutilisation des combustibles usagés et la fermeture du cycle ».

« Donner de la visibilité au traitement-recyclage »

Il ne faut « fermer aucune porte » aux capacités de la filière du recyclage en France, défendent les représentants syndicaux. Pour ce faire, ils attirent aussi l'attention sur la nécessité de soigner l'attractivité du territoire et des métiers du nucléaire. « On est dans un bassin d'emploi dynamique, où il faut non seulement attirer de nouveaux talents mais aussi garder ceux que l'on a », sou-

ligne Arnaud Lemaître.

« Avant d'industrialiser, il va falloir investir pour travailler les projets, ajoute Arnaud Baudry. Ça passe par une recherche de compétences dès maintenant, en plus du maintien de celles qui sont là. »

« Une projection jusqu'en 2100 constitue une aubaine, mais elle nécessite une politique plus attractive pour les jeunes générations comme pour les anciennes, qu'il faut garder, fidéliser », rappelle Fabien Renouf, secrétaire de la section FO à Orano Recyclage La Hague, à l'heure où les négociations sont en cours à ce propos. « Là où on supprime des postes, où on ne génère plus d'emplois, et après toutes les restructurations que l'on a connues, il est temps que la direction mène une politique qui accompagne les changements majeurs annoncés. »

Attirer, recruter

Ce sont des effectifs qui seront à multiplier par deux rapidement, avec les compétences incontournables, et il faut pour cela « un calendrier rapidement établi », afin d'assurer les moyens de faire vivre

le recyclage des combustibles nucléaires en France pendant encore un siècle, dans un contexte géopolitique et économique - avec un prix de l'uranium qui s'enflamme, « passé de 50 à 95 € en quelques mois », souligne Sud - qui incite à ne plus dépendre d'autres nations.

Dans le schéma défendu par les syndicats, ne sont pas oubliés la place de la relation avec EDF et son projet de piscine sur le site de La Hague, le « moxage » des réacteurs de 1 300 MW, la conversion du nitrate d'uranyle sur La Hague... ni même le financement du traitement-recyclage par un tarif régulé sur le prix de l'électricité.

Les perspectives ouvertes par le dernier conseil de politique nucléaire pour le site Orano La Hague s'accompagnent d'autant de points à sécuriser, négocier, préparer... Si les syndicats confirment, comme la direction d'Orano La Hague, qu'il y a sur le site l'espace pour accueillir ces ambitions, ils attendent aussi des actes forts pour réunir sans attendre les moyens nécessaires.

G. L.

« C'est un signal super positif. Si des réflexions sont déjà menées, et des investissements déjà faits, on va maintenant travailler sur les schémas industriels futurs, sur la pérennisation des installations et la possibilité d'en construire de nouvelles.

MARIE-EMMANUELLE JAY
Directrice communication d'Orano BU Recyclage

Une usine Melox dans la Hague ?

Au scénario en faveur de la filière nucléaire française, l'avenir de la fabrication des assemblages de Mox (oxyde d'uranium et plutonium, issus des combustibles usés) ne peut être ignoré. Mais l'usine Orano Melox, située dans le Gard, arrive elle aussi en fin de vie en 2040... La perspective d'une « Melox 2 » à La Hague n'a pas attendu le dernier conseil de politique nucléaire (CPN) pour naître dans les esprits. En premier lieu « parce que ça limiterait le transport de matières », Melox, c'est 900 personnes sur site, pour une production annuelle d'environ 100 tonnes, dans une capacité limitée à 130 tonnes.

Envisager une deuxième usine du genre, sachant que « La Hague n'a de sens qu'avec Melox », rappelle Marie-Emmanuelle Jay, pour Orano BU Recyclage, « c'est une piste de travail ». Et envisager sa construction sur le site de La Hague, « rien ne l'empêche ». « Mais c'est bien trop tôt » pour le dire, ajoute la directrice de communication, qui invite à attendre le CPN de l'automne. Orano a rappelé hier que le traitement-recyclage permettait d'« économiser jusqu'à 20 % des besoins en uranium naturel », et pourrait, à terme, permettre « une économie jusqu'à 40 % ».